

Russie : de quoi le rapprochement aérospatial avec la Turquie est-il le nom ?

Description

Lors de sa visite au Salon international aérospatial de Moscou (MAKS) en août 2019, le président turc Recep Tayyip Erdoğan s'est vu proposer par le directeur de l'agence spatiale russe Roscosmos, Dmitri Rogozine, l'envoi du premier Turc dans l'espace à l'occasion du centenaire de la création de la République de Turquie en 2023. Cette invitation intervient à un moment particulièrement stratégique de la complexe relation entre Moscou et Ankara.

L'importance des relations entre Turquie et Russie avait été négativement soulignée à l'occasion de la crise diplomatique consécutive à la destruction, le 26 novembre 2016 par l'Armée de l'air turque, d'un chasseur russe entré dans son espace aérien. Aujourd'hui, sur fond de recherche d'une alternative à la coopération ukrainienne dans l'aérospatial, d'incertitude quant à l'avenir de Baïkonour⁽¹⁾, de refonte du secteur en Russie, de probable fin du traité « Ciel Ouvert » et de volonté de contrebalancer l'influence chinoise dans la région, la coopération bilatérale dans le secteur aérospatial prend une importance particulière.



Quels échanges entre rives nord et sud de la mer Noire ?

En matière énergétique, la Turquie dépend encore largement de la Russie, dont elle importe 46,9 % de son gaz naturel, plus de 40 % de son essence et 19 % de son pétrole. Avec la mise en service, en janvier 2020, de la première branche du gazoduc TurkStream et sous l'effet de la levée, le 2 mai 2019, de l'exception qui permettait à Ankara d'acheter du pétrole à l'Iran (27 % de ses importations en 2017), cette dépendance turque pourrait se confirmer. En outre, c'est l'entreprise russe Rosatom qui construit actuellement la centrale nucléaire d'Akkuyu et finance le projet à hauteur de 93 %.

Le volume des échanges commerciaux entre les deux pays a atteint 25 milliards de dollars en 2018, au terme d'une hausse annuelle de 15 %. Si la balance commerciale est fortement excédentaire pour la Russie du fait de ses exportations de matières premières, on note qu'entre 2017 et 2018 les exportations turques ont connu une augmentation de 24 %, pour atteindre 4,2 milliards de dollars. Globalement, la Russie est le premier fournisseur de la Turquie, qui est le quatrième client de la première. Le volume d'échanges entre les deux pays dépasse celui enregistré entre la Turquie et les États-Unis. Par ailleurs, la Turquie est la destination touristique préférée des Russes : en 2019, plus de 6 millions d'entre eux s'y sont rendus.

Sur le front diplomatique, les relations s'avèrent de plus en plus politisées, dans un contexte général particulièrement complexe. Pour la Turquie, la perspective d'une adhésion à l'Union européenne s'éloigne et les échanges avec les États-Unis et l'OTAN sont particulièrement tendus. Ankara n'a pas hésité à faire le choix d'acheter le système de défense anti-aérienne russe S-400, motivé par un blocage de la Chambre des représentants américaine quant à la vente du système Patriot mais faisant craindre une application des sanctions états-uniennes (CAATSA). En outre, la politique syrienne de la Turquie a suscité de violentes réactions à Washington. Ankara se cherche donc de nouveaux partenaires, une occasion que Moscou ne saurait laisser passer mais qui, au regard des ambiguïtés de la politique turque en Syrie voire aujourd'hui en Libye, ne lui assure pas un appui solide pour sa propre politique dans la région⁽²⁾.

Le rapprochement entre Ankara et Moscou s'avère particulièrement fragile. Pourtant, l'envoi par la Russie du premier

Turc dans l'espace pourrait, en termes d'affichage, permettre d'adresser un message au reste de la communauté internationale : les deux pays, souhaitant un approfondissement général de leurs relations mutuelles, se targueraient d'un partenariat solide dans le domaine spatial.

La réorganisation en profondeur du secteur spatial russe

La fin du système soviétique, la répartition des sites de production entre plusieurs acteurs nationaux et les difficultés budgétaires qui ont suivi (en 2002, la Russie consacrait 750 millions d'euros à l'espace, moins qu'un pays comme l'Italie) ont nui au secteur spatial russe. À l'asphyxie financière s'est ajouté un manque de coordination et de concertation qui a entravé la mise en place d'une politique cohérente. Après avoir pris acte des retards – concernant par exemple les lanceurs lourds de nouvelle génération Angara – et des échecs – portant en particulier sur les fusées Proton (l'une d'elles a explosé en juillet 2013) ou sur la sonde Phobos-Grunt –, l'ensemble du secteur a été placé sous la coupe de l'entreprise d'État Roscosmos, le 28 décembre 2015.

Du fait de la crise intervenue avec l'Ukraine, la Russie a perdu un partenaire clé pour ses complexes militaro-industriel et aérospatial. Les projets sur lesquels Moscou travaillait en coopération avec Kiev étaient nombreux et la Russie était restée pour les entreprises ukrainiennes du secteur un débouché naturel. Privée de ce partenaire important, elle manque aujourd'hui de moyens techniques et humains. Qui plus est, le coût des projets spatiaux est de plus en plus élevé et la Russie, qui traverse une période de difficultés budgétaires, est à la recherche de nouvelles ressources financières et de nouveaux partenariats.

Tandis que Moscou était confronté à ces réflexions, les États-Unis ont récemment annoncé qu'ils relançaient leur projet de vol habité vers la lune, la Chine a réussi à faire alunir son atterrisseur Chang'e 4 sur la face cachée de l'astre – une première –, Pékin a permis la mise en orbite en 2018 de plus de satellites que n'importe quel autre pays, tandis qu'Israël et l'Inde, bien qu'en échec pour le moment, multiplient les projets... La Russie craint donc de perdre son rôle de pionnière.

En outre, la fin annoncée du traité « Ciel Ouvert », qui permettait la réalisation de vols d'observation sur le territoire des signataires par d'autres signataires (pratique connue sous le nom de co-monitoring), fera pencher la balance en faveur des États-Unis, ceux-ci étant dotés de satellites espions très performants, comme l'a montré Donald Trump en twittant, le 30 août 2019, des images d'une qualité surprenante du site de lancement de fusée de Semnan, en Iran.

La Turquie, un partenaire par défaut ?

L'avenir de la Russie en matière de pas de tir est, lui aussi, plein d'incertitudes. La construction d'un nouveau pas pour lanceurs lourds à Vostotchny a accumulé les retards et les dépenses afférentes (4 milliards d'euros engagés jusqu'à présent) font planer un doute sur sa viabilité à moyen terme. L'accès à Baïkonour reste donc essentiel pour la Russie qui observe avec méfiance le rapprochement en cours entre Nour-Soultan et Pékin. Dans ce contexte, il ne paraît pas impossible qu'une coopération approfondie avec la Turquie procède d'une volonté de fidéliser le Kazakhstan, en augmentant l'activité à Baïkonour.

L'enjeu pour Moscou est également sécuritaire. L'Agence spatiale turque, créée le 13 décembre 2018, est placée sous l'autorité de la présidence de la République turque. Par ailleurs, l'entreprise Roketsan, principal acteur turc du secteur de la production de missiles et de fusées, 96^{ème} du classement *Defense News top 100*, a été chargée dans le cadre d'un plan national de développer un Micro Satellite Launch Vehicle (satellite de petite taille et basse altitude à coût réduit) susceptible de démocratiser une technologie militaire. Le positionnement de la Turquie sur ce segment, combiné à son passif en matière de relations avec des groupes radicaux, à ses liens privilégiés avec les pays d'Asie centrale et aux craintes russes de voir le terrorisme s'installer dans le Khorassan, peuvent pousser Moscou à vouloir donner un cadre plus resserré à sa coopération spatiale avec la Turquie, comme l'a récemment annoncé Roscosmos, après un entretien entre Dmitri Rogozine et l'ambassadeur de Turquie à Moscou Mehmet Sansar⁽³⁾. Moscou sait que, au même titre que les drones, l'usage de satellites bon marché pourrait faire l'objet d'une appropriation rapide par des groupes terroristes opérant dans la région.

Une incertaine coopération dans l'aéronautique militaire

Depuis son achat de systèmes russes S-400, la Turquie a été exclue du programme de développement des F-35 américains (après avoir pourtant versé 1,4 milliard de dollars pour leur commande) pour des raisons d'accès possible des techniciens russes à certaines données sensibles de l'appareil.

Ankara est donc à la recherche d'alternatives. L'acquisition d'avions chasseurs Sukhoï (Su-35 ou Su-57) ainsi que la participation au développement de ce dernier sont évoquées par les deux parties⁽⁴⁾. Il est donc possible d'interpréter la proposition d'envoyer le premier Turc dans l'espace comme une opération de communication : cette annonce a eu un impact très positif dans l'opinion publique turque et elle participe d'une « opération séduction » de Moscou, visant à faire pencher la balance côté russe dans un pays membre de l'OTAN depuis 1952 et militairement rattaché aux États-Unis. De son côté, le Secrétaire américain à la Défense Mark Esper a déclaré⁽⁵⁾ en août 2019 que la Turquie ne serait réintégrée au programme F-35 que si elle renonçait aux S-400, un scénario inenvisageable pour Ankara alors que le parti de pouvoir, l'AKP, en difficulté, sait que tout recul de sa part risquerait d'entraîner sa mort définitive.

Le projet d'achat de Sukhoï laisse cependant sceptique. D'abord, alors que la Turquie a réussi à échapper aux sanctions américaines après son achat de S-400, elle pourrait y faire face si devaient s'y ajouter des commandes d'avions russes. Ces sanctions n'auraient toutefois qu'un faible effet (bien moins important, par exemple, que celles imposées à l'Iran), du fait de l'appartenance de la Turquie, depuis 1998, à l'union douanière avec l'Union européenne. Ensuite, alors que la Turquie utilise du matériel otanien, se pose la question de la compatibilité des Sukhoï avec ses équipements traditionnels. L'option d'un simple achat sans coopération ne devrait pas intéresser la Turquie, celle-ci visant à terme le développement de son propre chasseur - le TF-X. Or tout transfert de technologie de la Russie paraît peu probable (pour mémoire, cette question est à l'origine du fiasco de la coopération russo-indienne en termes de développement d'avion de 5^{ème} génération). Enfin, le Su-57 n'est encore qu'un prototype dont seuls 10 exemplaires sont actuellement pilotables ; certes, le Su-35 est opérationnel mais considérer l'achat d'appareils de 4^{ème} génération comme une alternative à une participation au programme de développement de systèmes de 5^{ème} génération paraît absurde.

Notes :

(1) Sébastien Marzin, « [Baïkonour, l'écriture d'un nouveau chapitre spatial du Kazakhstan ?](#) », *Regard sur l'Est*, 2 décembre 2019.

(2) Voir notamment Louise Larroque, « [Offensive turque dans le Nord-Est syrien : une Russie incontournable](#) », *Regard sur l'Est*, 6 janvier 2020.

(3) « [Rusya ile Türkiye uzay yarışında işbirliği yapacak](#) » (La Russie et la Turquie vont coopérer dans la compétition spatiale), *Sözcü*, 7 janvier 2020.

(4) « [Ankara, Moscow to hold talks over Su-57 fighter jets](#) », *Hürriyet Daily News*, 7 janvier 2020.

(5) İlhan Tanır, « [Turkey must abandon S-400 if it wants F-35s – Esper](#) », *Ahval News*, 7 janvier 2020.

Vignette : Les présidents russe et turc lors du salon MAKS-2019, Moscou août 2019 (photo : kremlin.ru).

* Gabriel Schmitt est étudiant en Master 2 de Relations internationales à l'INALCO, spécialisé sur l'espace turc.



[Retour en haut de page](#)

date créée

27/01/2020

Champs de Méta

Auteur-article : Gabriel Schmitt*